Communauté de l'Emmanuel

Ordo electionis 2023

Introduction

1. Le présent règlement, ci-après dénommé *Ordo electionis*, est prévu par l'article 47 des statuts de la Communauté de l'Emmanuel, approuvés par le Dicastère pour les laïcs, la famille et la vie, le 10 mai 2023.
2. Les Statuts prévoient un processus électif à étapes successives pour la désignation des membres du Conseil International de la Communauté. Parmi ces étapes, il y a l'élection des Comités consultatifs (de zone et international), sachant que les attributions de ces Comités dépassent largement leur rôle ponctuel dans le processus électoral (cf. Statuts art. 46). Leur fonction permanente est en effet de permettre une participation active, locale et internationale : « *Ses membres sont ainsi invités à réfléchir avec le Conseil international sur des questions concernant la vie et l'avenir de la Communauté. Dans ce but, ils donnent et reçoivent des informations, procèdent aux études qui leur sont demandées et donnent leur avis sur les questions qui leur sont soumises. Ils n'ont ni pouvoir délibératif ni autorité.* » (Statuts art. 46-3°). Le présent document s'intéresse seulement au processus électoral.
3. L'enjeu essentiel des élections des différents Comités consultatifs et du Conseil international est le service du bien commun. Le mode d'élection est un processus participatif qui vise à se mettre à l'écoute de l'Esprit Saint dans la prière comme le rappellent les Statuts : « *Les élections du Conseil se font dans la prière à l'Esprit Saint, la responsabilité libre et la recherche de la volonté de Dieu* » (art. 47).
C'est à la lumière de ces principes qu'il faut comprendre les modalités pratiques du processus électif présentées ci-dessous.
4. Dans le but de chercher la volonté de Dieu, les membres du Collège de prière et d'élection peuvent s'adresser à des personnes capables d'éclairer leur discernement. Ils peuvent aussi échanger autour des grands enjeux qui se présentent pour la Communauté. Néanmoins, comme le demande le droit canonique¹, les membres de ce Collège s'engagent à ne faire campagne ni pour eux-mêmes, ni pour ni contre d'autres personnes, tant pour l'élection des membres des différents comités, du Conseil international que pour celle du Modérateur général. Quiconque découvre qu'une personne mène une campagne pour elle-même ou pour une autre est tenue d'en avertir

¹ À propos des électeurs : « ils prendront garde, dans les élections, de ne pas solliciter directement ou indirectement de suffrages pour eux-mêmes ou pour d'autres » (CIC, 626). Ce canon est prévu pour les instituts religieux mais il exprime un principe devant être suivi pour les élections dans les autres communautés.

directement le président des élections. Si celui-ci reçoit la preuve qu'une personne a enfreint l'engagement de ne pas faire campagne, il sera tenu de l'exclure du Collège de prière et d'élection². De même, conformément à la règle exprimée par le canon 172 du code de droit canonique, il est rappelé que la validité des suffrages est conditionnée au fait que le vote soit libre, secret, certain, sans condition et déterminé. Ces principes s'appliquent à tous les membres des différentes instances d'élection.

Première étape du processus électoral : Adoption de l'*Ordo electionis*

5. Le 20 juin 2020, le Modérateur général, le Conseil international et le Conseil de la Fraternité de Jésus ont adopté, conformément aux articles 46 et 47 des statuts de la Communauté de l'Emmanuel, le présent règlement interne déterminant les modalités du processus électoral pour les élections des différents Comités consultatifs, du Conseil international de la Communauté de l'Emmanuel et du Modérateur général, devant intervenir en 2023.

A la suite de la modification des statuts de la Communauté de l'Emmanuel approuvée par le Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie en date du 10 mai 2023, ratifiée par le Conseil international et le Conseil de fraternité le 16 mai 2023, une ultime révision du présent *ordo electionis* a été approuvée par les deux conseils le 29 mai 2023, pour le mettre en conformité avec les dispositions des statuts désormais en vigueur.

Deuxième étape du processus électoral : Nombre de membres des Comités consultatifs et liste des provinces

6. Les Statuts prévoient que le nombre de membres du Comité consultatif international est de 100 personnes (cf. art. 46-2). Trois quarts des membres, soit 75, seront élus par les Comités consultatifs de zone et un quart nommé, soit 25 (Statuts art. 46-1).

Le nombre de membres du Comité consultatif international que chaque Comité consultatif de zone doit élire est déterminé au prorata du nombre d'engagés de chaque zone (Statuts art. 46-2) à la date du 1^{er} janvier 2020. Le Conseil international a également décidé que le nombre de membres de chaque Comité consultatif de zone sera égal au triple des personnes à élire par la zone au Comité consultatif International, avec un nombre minimal de 12 membres. Ceci conduit à la situation suivante pour les Comités consultatifs de zone :

	Nombre de membres à élire au Comité consultatif international	Nombre de membres du Comité consultatif de zone	Nombre de membres du Comité consultatif de zone à élire
France	38	114	85

² Ce paragraphe est inspiré directement des *Constitutions* de saint Ignace 695 et 696.

Europe	14	42	31
Afrique	16	48	36
Asie & Océanie	3	9	7
Amérique du Nord	2	6	5
Amérique du Sud	2	6	5
Total	75	225	169

À partir du nombre de membres de chaque Comité consultatif de zone, le Conseil fixe le nombre de personnes à élire par les engagés de chaque province de la zone, cette fois au prorata du nombre d'engagés dans chacune des provinces dont la liste est arrêtée par le Conseil international à la date du **1^{er} janvier 2020**. Les membres engagés des provinces et pays qui n'auraient pas le quota nécessaire pour élire au moins un membre du Comité consultatif de zone ainsi que les membres engagés non attachés à une province font l'objet d'un rattachement d'office à une province déterminée par le Conseil international.

Procurations

7. Dans l'ensemble des processus électoraux décrits ci-dessous, un électeur qui est dans l'impossibilité de remplir son devoir électoral peut remettre une procuration à une autre personne, à condition que celle-ci ait également le droit de vote à ce niveau électif. Une personne peut recevoir deux procurations au maximum pour chaque étape électorale. Le Modérateur général sortant, les membres des Conseils de Communauté et de Fraternité et les membres du Bureau international ne peuvent recevoir aucune procuration.

Troisième étape du processus électoral : Élections des Comités consultatifs

8. **Avant le 31 décembre 2020**, on procède à l'élection des membres élus de chaque Comité consultatif de zone.
Les élections dans chaque zone sont organisées par le Délégué du Modérateur pour la zone, assisté de son bureau. Pour favoriser la connaissance mutuelle, les élections auront lieu à l'échelon local le plus adapté : province, secteur, ou ensemble de secteurs. Cette organisation sera validée par le Conseil international et le Conseil de la Fraternité.
Le délégué du Modérateur fait parvenir à chaque responsable de province ou de secteur les informations nécessaires à l'organisation des élections, à savoir :
 - le nombre de personnes à élire au Comité consultatif de zone ;
 - une présentation de la mission des membres du Comité consultatif de zone et de la disponibilité demandée ;
 - les noms des personnes éligibles (engagées dans la Communauté et au moins en étape de probation dans la Fraternité de Jésus) en indiquant pour chacun son étape de cheminement dans la Fraternité de Jésus ;

- le rappel que les délégués du Modérateur et les membres des bureaux de zone, ainsi que toutes les personnes membres de droit du Collège de prière et d'élection³ ne sont éligibles dans aucun Comité consultatif de zone ;
- une explication concernant le règlement et l'enjeu des élections : l'élection des membres des Comités consultatifs de zone prépare les autres échelons d'élection (Comité consultatif international et Conseil international). Dès ce premier stade électif, il est utile de se rappeler que seuls les membres consacrés dans la Fraternité de Jésus pourront être élus au Conseil international.
- Une procuration au cas où la personne serait dans l'impossibilité de se rendre sur le lieu du vote.

Tous les engagés de la province ou du secteur ont droit de vote et reçoivent les documents ci-dessus avec leur convocation. Chaque membre engagé vote dans sa province de résidence, y compris les personnes qui font partie du bureau d'une zone dans laquelle ils ne résident pas.

Les élections des Comités consultatifs de zone se font à bulletins secrets de la manière suivante :

- Le premier tour se fait à majorité absolue ;
- Le deuxième tour se fait à majorité simple.

En cas d'ex æquo, il sera procédé à un troisième tour à majorité simple.

À chaque tour de scrutin, les électeurs sont tenus de voter pour le nombre de postes encore à élire.

Cas particulier des provinces et pays qui n'auraient pas le quota nécessaire pour élire au moins un membre du Comité consultatif de zone :

- ils sont regroupés comme décrit au point 6 ci-dessus ;
- si les circonstances locales ne permettent ni le rassemblement des électeurs en un seul lieu ni le déroulement des élections selon le processus décrit ci-dessus, les élections seront organisées en un seul tour à majorité simple selon les modalités définies par le délégué du Modérateur pour la zone.

Une fois que les élections ont eu lieu dans toutes les provinces de la zone, « *les membres non élus de chaque Comité consultatif de zone sont nommés par le Délégué du Modérateur pour la zone après avis du bureau de zone et accord du Modérateur général* » dans une proportion du quart des membres du Comité (Statuts art. 46).

La composition des différents Comités consultatifs de zone est rendue publique avant le 1^{er} janvier 2021.

9. **Entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2021**, les Comités consultatifs de zone sont réunis par les délégués du Modérateur. Pendant la rencontre, le délégué du Modérateur invite le Comité à réfléchir sur les questions concernant la vie et l'avenir de la Communauté qui ont été soumises par le Modérateur général et le Conseil international.

³ Liste des membres de droit : le Modérateur général, le Responsable des ministres ordonnés, les membres élus et de droit du Conseil international de Communauté et du Conseil de la Fraternité de Jésus, les membres du Bureau international, les membres du Conseil de l'Association cléricale.

Il organise aussi l'élection en son sein des membres du Comité consultatif international. Pour cela, les membres du Comité consultatif de zone ont reçu les informations nécessaires avec la convocation à la réunion :

- les noms des électeurs, à savoir les membres du Comité consultatif de zone auxquels s'ajoutent ceux du bureau de zone.
- les noms des personnes éligibles, c'est-à-dire les membres du Comité consultatif de zone et du bureau de zone (Statuts art. 46-2) qui sont consacrés ou en étape de probation dans la Fraternité de Jésus ; le délégué du Modérateur pour la zone n'est pas éligible car il est membre de droit du Collège de prière et d'élection ;
- le nombre de personnes à élire déterminé par le Conseil international (n°4) ;
- une explication sur le rôle du Comité consultatif international et son lien avec les élections du Conseil international ;
- le règlement des élections ;
- Une procuration au cas où la personne serait dans l'impossibilité de se rendre sur le lieu du vote.

Les élections se font à bulletins secrets de la manière suivante :

- Les trois premiers tours se font à majorité absolue ;
- Le quatrième tour se fait à majorité simple.

En cas d'ex æquo, il sera procédé à un cinquième tour à majorité simple.

Pour ces élections, le délégué du Modérateur pour la zone et les membres du bureau de zone votent dans la zone à laquelle ils sont attachés, même s'ils n'y résident pas.

À chaque tour de scrutin, les électeurs sont tenus de voter pour le nombre de postes encore à élire.

10. Lorsque tous les Comités consultatifs de zone se sont réunis et ont voté, le Conseil international agrège l'ensemble des élus au corps des membres élus du Comité consultatif international. Il y ajoute alors le quart de membres nommés que les Statuts prévoient (cf. art. 46-1).

Le mandat de tous les membres, élus et nommés, du Comité consultatif international est de 5 ans (cf. art. 46-1).

11. Suppléants

Les membres des Conseils de Communauté, de Fraternité, du Bureau international ou du Conseil de l'Association cléricale ne peuvent être membres d'un Comité Consultatif.

En conséquence, si une personne qui a été nommée à un Comité Consultatif devient membre d'une des instances ci-dessus, elle sera remplacée par une personne nommée selon la procédure prévue dans les Statuts.

Si une personne, membre élu d'un Comité Consultatif de zone, est élue au Conseil de l'Association cléricale, elle est remplacée par la personne de sa province (ou secteur) ayant récolté le plus de voix au dernier tour de scrutin de l'élection de Comité Consultatif de zone.

Si une personne, membre élu du Comité Consultatif international, est élue au Conseil international de la Communauté ou devient membre du Bureau international de la Communauté ou du Conseil de Fraternité, on procèdera comme suit :

- Si elle avait été élue au Comité Consultatif de zone, elle est remplacée dans ce Comité par la personne de sa province (ou secteur) ayant récolté le plus de voix au dernier tour de scrutin de l'élection de Comité Consultatif de zone ;
- Si elle avait été nommée au Comité Consultatif de zone, elle est remplacée par une personne nommée selon la procédure prévue dans les Statuts ;
- Pour le Comité Consultatif international, elle sera remplacée par la personne de sa zone ayant récolté le plus de voix au dernier tour de scrutin de l'élection de Comité Consultatif international.

À cet effet, les résultats de toutes les élections devront être conservés.

Au plus tard 3 mois après les élections du Conseil et du Modérateur général, les listes des membres des différents Comités consultatifs seront mises à jour et publiées.

12. La constitution du Comité consultatif international achève la formation du Collège de prière et d'élection qui est formé des membres de ce Comité, auquel s'ajoutent les membres « du Conseil international de la Communauté, du Conseil de la Fraternité de Jésus, du Bureau international et du Conseil de l'Association cléricale de la Communauté de l'Emmanuel » (Statuts, art 47). Tous les membres du Collège, consacrés dans la Fraternité de Jésus, sont potentiellement éligibles au Conseil international. À partir de ce moment, il leur est demandé de porter les élections dans la prière, et de discerner en leur âme et conscience, éclairés par l'Esprit Saint, s'ils sont prêts à accepter d'être élu au Conseil International et/ou élu Modérateur Général.

Les statuts de la Communauté en vigueur pour l'élection prévoient désormais toutefois que : « Les membres du Conseil de la Fraternité de Jésus et du Conseil de l'association cléricale ne sont pas éligibles au Conseil international » (Statuts, art. 47).

13. Dans le courant du deuxième semestre de l'année 2021, le Modérateur général réunit le Comité consultatif international nouvellement formé pour plusieurs jours de travaux. Cette première réunion a pour but de prendre connaissance de la situation de la Communauté, de procéder aux consultations que prévoient les Statuts (art. 46) et de permettre aux membres de se connaître.

Quatrième étape du processus électoral : Préparation de la réunion du Collège de prière et d'élection

14. Le Collège de prière et d'élection « *est formé des membres du Comité consultatif international (cf. art. 46), du Conseil international de la Communauté, du Conseil de la Fraternité de Jésus, du Bureau international et du Conseil de l'Association cléricale de la Communauté de l'Emmanuel* » (Statuts art. 47). Il a pour but de procéder à l'élection du Conseil international.

15. Le processus électoral et la validité des élections du Conseil international sont supervisés par le président des élections et ses deux assesseurs.

16. Après les élections du Comité consultatif international, le Modérateur général désigne, avec l'accord des Conseils de Communauté et de Fraternité, le président des élections et ses deux assesseurs. Le président et les assesseurs ne peuvent pas être membres du Collège de prière et d'élection.
Le Modérateur général informe toute la Communauté de la tenue prochaine des élections, des noms du président et des assesseurs. Il en précise le lieu et la date, choisis par lui après avis du Conseil international.
Le Collège de prière et d'élection se réunit pendant 7 jours.

17. Les Statuts prévoient que seuls les membres du Collège de prière et d'élection consacrés dans la Fraternité de Jésus sont éligibles au Conseil international. Dès la constitution définitive du Collège de prière et d'élection, le président des élections contactera toutes les personnes éligibles pour vérifier si elles acceptent d'être proposées aux votes lors des élections des membres du Conseil international. L'ensemble des personnes qui pourront être élues sera donc constitué de tous les membres du Collège de prière et d'élection consacrés dans la Fraternité de Jésus qui auront accepté explicitement l'éventualité d'être élus pour cette charge. Toutes ces personnes feront parvenir au président des élections, au plus tard 2 mois avant la date des élections, une courte présentation biographique qui servira à constituer un document reprenant les noms de toutes les personnes pouvant être élues.

18. Une fois nommés, le président des élections et ses assesseurs rassemblent tous les documents qui seront envoyés aux membres du Collège de prière et d'élection, au minimum 3 semaines avant les élections, à savoir :

- l'*Ordo electionis* ;
- le nombre de personnes à élire ;
- les noms des personnes pouvant être élues ;
- les noms des membres actuels du Conseil international avec la mention de leur rééligibilité éventuelle. Rappelons que les mandats sont de 5 ans, renouvelables une fois ;
- les noms des membres du Bureau international sortant ;
- les noms des membres du Conseil de la Fraternité de Jésus
- les procurations.

Tous ces documents sont approuvés par le Conseil de Fraternité de Jésus avant d'être envoyés.

19. Deux mois avant les élections, le président des élections envoie la convocation officielle à tous les membres du Collège de prière et d'élection. Il signifie le lieu et la durée des élections. Les documents cités ci-dessus seront envoyés ultérieurement, et en tout cas au plus tard 3 semaines avant la date des élections.

Les membres du Collège de prière et d'élection considéreront comme une priorité absolue de participer personnellement et intégralement à la réunion de ce Collège. En cas d'impossibilité, ils pourront remettre une procuration à un autre membre du Collège (voir art. 7).

Cinquième étape du processus électoral : La réunion du Collège de prière et d'élection

20. La réunion du Collège de prière et d'élection se tient du **23 au 29 juillet 2023**. Elle commence par 3 jours de présentation de la situation de la Communauté par le Modérateur général, ses délégués et le Conseil international sortant. Ce temps sera mis à profit pour favoriser les échanges, pour répondre aux questions posées par les membres du Collège et pour leur permettre de faire davantage connaissance.
21. « *Les élections du Conseil se font dans la prière à l'Esprit Saint, la responsabilité libre et la recherche de la volonté de Dieu. On veillera particulièrement à la recherche du bien commun, à la communion des états de vie, au déploiement du charisme de la Communauté au service de l'Église et en profonde union avec elle, à la dynamique missionnaire et à la représentativité internationale.* » (Statuts art. 47).
22. Les délégués du Modérateur général pour les zones sont éligibles comme membres du Conseil international.
- S'ils sont élus au Conseil international et qu'il leur est demandé de continuer leur mission de délégués pour une zone, on appliquera l'article 45 des Statuts : « Les délégués du Modérateur général ne peuvent cumuler leur charge avec celle de membres du Conseil international. Si un membre de ce Conseil accepte la charge de délégué de zone, il renonce à celle de conseiller. Il est alors remplacé au Conseil par le premier des membres élus suppléants dans l'ordre de leur classement (cf. art. 38). »
23. À partir du quatrième jour, le **27 juillet**, on procède à l'élection des membres du Conseil international sous la direction du président et de ses assesseurs. Le vote se fait de la manière suivante :
- Les trois premiers tours se font à majorité absolue ;
 - Les deux tours suivants, à majorité simple dès lors qu'elle est supérieure au tiers des suffrages exprimés ;
 - Si un sixième tour est nécessaire, il se fait à majorité simple.
- Dans le cas où plusieurs personnes auraient le même nombre de voix pour le dernier siège disponible, on procèdera à un septième tour à majorité simple pour les départager.
- À chaque tour de scrutin, les électeurs sont tenus de voter pour le nombre de postes encore à élire.
24. Les cinq personnes ayant obtenu le plus de voix au dernier tour de scrutin après les 15 personnes élues en tant que membres titulaires seront déclarées « membres élus suppléants » (cf. Statuts art. 38). En cas de cessation anticipée du mandat d'un membre titulaire, celui-ci est remplacé par le membre suppléant disponible ayant obtenu le plus de voix au dernier tour de scrutin. Si plusieurs personnes ont le même nombre de voix au dernier tour de scrutin parmi les suppléants potentiels, le président des élections procèdera en leur

présence à un tirage au sort afin de les ranger en ordre utile.

25. L'assistant ecclésiastique de la Communauté ou son représentant est invité à assister aux élections lesquelles peuvent toutefois se dérouler valablement en son absence.

Sixième étape du processus électoral : L'élection du Modérateur général

26. Après l'élection du Conseil international, le **28 juillet**, on procède à celle du Modérateur général. Ce dernier « est élu par le Collège de prière et d'élection à la majorité des deux tiers pour cinq ans, parmi les laïcs ayant fait une démarche de consécration dans la Fraternité de Jésus, qui sont membres d'une des instances suivantes :

- Conseil international nouvellement élu et conseil international sortant,
- Bureau international sortant,
- Conseil de la Fraternité de Jésus. » (Statuts art. 35)

Il est rappelé que les statuts en vigueur pour l'élection stipulent que : « Le Modérateur général sortant n'ayant fait qu'un seul mandat peut toujours être réélu pour un second mandat. Nul ne peut accomplir plus de deux mandats de Modérateur général, consécutifs ou non » (Statuts, art. 35).

27. Après un temps d'adoration et de discernement (voir n°12), les personnes éligibles comme Modérateur général peuvent en conscience se retirer de la liste des éligibles. Ils le font savoir par écrit au président.

28. Une fois déterminé le nom des personnes éligibles et disponibles, le président les présente par ordre alphabétique au Collège de prière et d'élection afin de procéder au vote. On fait autant de tours de scrutins que nécessaires jusqu'à ce qu'un Modérateur général soit élu avec les deux tiers des votes exprimés. Entre chaque tour, chacun peut en conscience se retirer de la liste des éligibles en le faisant savoir par écrit au président.

29. Dès que le nouveau Modérateur général est déclaré élu, ayant accepté sa charge auprès du président, il entre immédiatement en fonction. Le Modérateur général sortant n'est plus en responsabilité. Le président des élections clôt officiellement le processus électoral. Il informe le Dicastère pour les laïcs, la famille et la vie et demande la confirmation de l'élection du Modérateur général (art. 35 et CIC, canon 317).

30. Une fois élu, le Modérateur général réunit le Conseil international pour une première séance de travail.